



---

IOM International Organization for Migration  
OIM Organisation Internationale pour les Migrations  
OIM Organización Internacional para las Migraciones

---

**CONSULTATIONS INFORMELLES SUR LES  
QUESTIONS DE BUDGET ET DE GESTION**

**IC/2005/4**

DISTRIB. RESTREINTE

Original: anglais

Genève, le 16 juin 2005

**APERÇU PRELIMINAIRE**

**DE LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET POUR 2006**

**ET EXAMEN ACTUALISE DES NOUVELLES STRUCTURES MFR/MSL**

**22 juin 2005**

**APERÇU PRELIMINAIRE  
DE LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET POUR 2006  
ET EXAMEN ACTUALISE DES NOUVELLES STRUCTURES MFR/MSL**

1. Le présent document a pour objet de donner aux Etats membres un premier aperçu du processus de planification budgétaire de la partie administrative du budget pour 2006.
2. Il est en outre rappelé que des ajustements aux structures hors Siège ont été approuvés dans le Programme et Budget pour 2005. Consciente que les Etats membres ont besoin d'être informés de l'avancement de la mise en œuvre de ces changements structurels, l'Administration, dans la partie II du présent document, fait le point sur leur mise en œuvre.

**I. APERÇU PRÉLIMINAIRE DE LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET POUR 2006**

**Contexte**

3. Dans sa résolution n° 1092 (LXXXVI) du 21 novembre 2003 portant adoption du Programme et Budget pour 2004, le Conseil invitait le Sous-Comité du budget et des finances à mettre sur pied un groupe de travail chargé de débattre et d'élaborer la stratégie de planification budgétaire de l'Organisation pour la structure de base, laquelle est financée pour l'essentiel par la partie administrative du budget.
4. Des consultations ont eu lieu entre l'Administration et les Etats membres, sous la direction du Président du Conseil. Les discussions ont surtout porté sur la définition des principes d'établissement du budget applicables à la structure de base. Le document MC/EX/660 « Eléments d'appréciation concernant la planification budgétaire et d'autres questions connexes », préparé au moment des consultations, a été adressé aux Etats Membres le 27 mai 2004. Il est disponible sur le site Internet de l'Organisation. Il contient notamment des définitions et des explications des dépenses statutaires et autres, ainsi que des termes et des méthodes budgétaires qu'il est convenu d'utiliser dans l'établissement du budget de la structure de base.

**Croissance nominale zéro (CNZ)**

5. La partie administrative du budget pour 2006, établie selon le principe de la CNZ, restera au même niveau qu'en 2005, à 37 119 000 CHF.
6. Si la CNZ est maintenue pour 2006, un montant minimum de 1 million CHF devra être absorbé au titre des augmentations réglementaires. Le cas échéant, un ensemble de mesures telles que de nouvelles réductions de la structure de base et le recours à des revenus discrétionnaires pour financer une partie de cette structure devront être prises en compte dans la préparation du budget.

### **Croissance réelle zéro (CRZ)**

7. L'annexe I illustre l'évolution des salaires et autres dépenses connexes au cours des dernières années. C'est sur cette base qu'ont été faites les estimations concernant les augmentations réglementaires<sup>1</sup> pour 2006.

8. Suivant la méthode additive d'établissement du budget qui est utilisée pour la structure de base fixe, les pourcentages d'augmentation réglementaire projetés pour 2006 ont été appliqués au budget 2005 et donnent un résultat d'environ 1 million CHF. Le niveau budgétaire estimatif selon le principe de la croissance réelle zéro est donc de 38 119 000 CHF, ce qui représente une augmentation de 2,7 % par rapport au niveau budgétaire pour 2005.

### **Croissance réelle (CR)**

9. L'Administration a déjà entamé le processus budgétaire pour 2006 et s'emploie actuellement à recenser et examiner les besoins budgétaires de chaque mission hors Siège et de chaque unité du Siège pour l'année à venir, en utilisant le principe du budget à base zéro (BBZ) pour évaluer chaque demande et les hiérarchiser en accord avec les orientations futures de l'Organisation.

10. A ce stade, il est difficile d'entrevoir les besoins additionnels que révélera le processus d'examen du budget pour 2006. Toutefois, les secteurs qui avaient déjà été identifiés précédemment, comme l'Unité de perfectionnement et de formation du personnel, le Secrétariat des réunions, le Service de traduction, l'amélioration des systèmes de technologie de l'information et le renforcement des structures d'appui essentielles comme le Bureau de vérification interne des comptes et les services chargés de l'élaboration et de la gestion des projets, continueront durablement d'avoir besoin de ressources additionnelles.

11. Comme les années précédentes, l'Administration étudiera toutes les mesures d'épargne et de maîtrise des coûts envisageables et en tiendra compte dans le processus budgétaire pour 2006.

### **Contributions individuelles des Etats membres à la partie administrative du budget**

12. Aux fins d'illustration, l'Annexe II donne une estimation des contributions individuelles des Etats membres à la partie administrative du budget pour 2006, pour deux niveaux de budget:

- 37 119 000 CHF (CNZ) – Colonne 4, et l'écart avec les contributions individuelles des Etats membres pour 2005 à la colonne 5 ;
- 38 119 000 CHF (CRZ) – Colonne 6, et l'écart avec les contributions individuelles des Etats membres pour 2005 à la colonne 7.

---

<sup>1</sup> Les dépenses statutaires se rapportent aux traitements et prestations tels que définis par le régime commun des Nations Unies pour toutes les catégories de personnel. A l'instar des autres organisations internationales se conformant aux conditions d'emploi décrites dans le régime commun des Nations Unies, l'OIM n'a pas le pouvoir d'influer sur les décisions relatives aux dépenses statutaires.

## **Conclusion**

13. Au vu de la croissance de l'Organisation et des besoins constants en termes de gestion des migrations, l'Administration insiste une fois encore sur la nécessité de disposer d'une structure de base adéquate, financée par la partie administrative du budget. L'Administration tient également à ce qu'il soit pris acte du fait que les revenus discrétionnaires ne constituent pas une source de revenus stable et durable et qu'y recourir davantage pour financer la structure de base de l'Organisation placerait celle-ci dans une situation hasardeuse.

14. L'Administration estime crucial que le financement de la structure de base soit assuré par une source de revenus stable si l'on veut garantir à cette organisation en pleine expansion une gestion efficace et efficiente. A cet égard, elle invite les Etats Membres à envisager la possibilité d'appliquer le principe de la croissance réelle à la partie administrative du budget, qui devrait inclure les besoins essentiels identifiés, en fonction de leur hiérarchisation.

## **II. LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES AJUSTEMENTS APPORTES AUX STRUCTURES HORS SIEGE, TELS QU'APPROUVES DANS LE PROGRAMME ET BUDGET POUR 2005**

15. L'Administration avait proposé, dans le Programme et Budget pour 2005, de répartir les bureaux extérieurs entre : missions à fonctions régionales (MFR), missions spéciales de liaison (MSL), missions de pays et missions à objectif spécifique, le Centre administratif de Manille (CAM) assurant des services d'appui dans le monde entier. Ces changements se sont concrétisés notamment par l'officialisation du statut de centre administratif du bureau de Manille, destiné à mieux refléter ses fonctions, ainsi que par la création de MSL, dont certaines avaient auparavant été désignées en tant que MFR, et par la redistribution des responsabilités régionales correspondantes.

16. Comme cela a été indiqué au Sous-Comité du budget et des finances et au Comité exécutif, le CAM continue d'élargir ses responsabilités administratives et d'appui à l'échelon mondial.

17. Les missions désignées en tant que MSL sont les suivantes : Addis Abeba (pour l'Union Africaine), Berlin, Londres, Paris, New York (pour les Nations Unies), Tokyo, et Vienne (pour les Nations Unies et l'OSCE). Les MFR qui ont été transformées en MSL sont New York et Vienne. New York ayant toujours exercé des fonctions de liaison, aucune redistribution des responsabilités régionales ne s'est imposée. La supervision des pays qui relevaient auparavant du bureau de Vienne a été transférée aux MFR de Budapest et d'Helsinki. La redistribution correspondante des responsabilités ainsi que du personnel et des descriptions de poste est désormais effective, à l'exception d'un membre du personnel du bureau de Vienne, qui aurait normalement dû être transféré à Budapest mais qui gère un projet devant arriver à échéance d'ici à la fin de l'année et qu'il n'a pas été jugé opportun de transférer physiquement pour cette courte période. D'ici à la fin du projet, les questions de sa mise en œuvre, de la façon dont il s'articule avec les nouvelles responsabilités régionales de Budapest et de son suivi éventuel seront coordonnées avec la MFR de Budapest.

18. Les chefs des MFR de Budapest et d'Helsinki se sont rendus dans les nouveaux pays relevant de leur responsabilité, et les circuits d'information et les relations d'appui ont été solidement installés.

19. La circulation de l'information ainsi que les relations d'appui, de suivi et de conseil entre les MFR et les missions dans leurs régions se sont globalement améliorées, grâce à la fois à la clarification des responsabilités et à la mise en place d'un système de compte rendu trimestriel. Ceci a contribué à améliorer les communications à travers toute l'Organisation, la circulation de l'information sur les activités et les faits nouveaux entre les différentes régions et le Siège permettant un meilleur suivi des opérations et des tendances au niveau mondial.

20. Les nouvelles MSL se sont vu assigner la tâche d'assurer la liaison avec les organismes internationaux, multilatéraux, régionaux et gouvernementaux ainsi qu'avec les médias, le monde universitaire, la société civile et le secteur privé, à l'appui des activités mondiales de l'Organisation, notamment la mobilisation de fonds. En plus des rapports spécifiques qu'elles rédigent, toutes les MSL fournissent désormais des rapports trimestriels décrivant les derniers développements, les tendances et les possibilités. Les efforts et les activités déployés par les MSL ont déjà permis de mieux faire connaître l'action de l'OIM dans les pays où ces missions sont implantées, et d'engager de nouveaux partenariats et des dialogues prometteurs.

21. L'Administration continuera de faire régulièrement le point sur l'avancement de la mise en œuvre des ajustements dont font l'objet les structures hors Siège.

**Annex I**

**STAFF COSTS: Trends in salaries and other related costs**

**PENSIONABLE ANNUAL SALARIES FOR OFFICIALS**

(Amounts expressed in US dollars)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
P 5, STEP 5	123 866	128 364	133 091	138 094	141 640	148 998	155 581	<i>161 898</i>
INCREASE (%)		3.63	3.68	3.76	2.57	5.19	4.42	<i>4.06</i>

**NET BASE ANNUAL SALARY SCALE FOR OFFICIALS**

(Amounts expressed in US dollars)

P 5, STEP 5 (D)	69 401	71 774	75 434	78 353	80 364	80 364	81 875	<i>83 791</i>
INCREASE (%)		3.42	5.10	3.87	2.57	-	1.88	<i>2.34</i>

**PENSIONABLE ANNUAL SALARIES FOR EMPLOYEES**

(Amounts expressed in Swiss francs)

G5, STEP 5	98 418	100 363	100 888	102 444	103 027	103 382	104 186	<i>104 769</i>
AVERAGE INCREASE (%)		1.98	0.52	1.54	0.57	0.34	0.78	<i>0.56</i>

**NET BASE ANNUAL SALARY SCALE FOR EMPLOYEES**

(Amounts expressed in Swiss francs)

G 5, STEP 5	74 142	75 138	75 957	79 248	80 167	80 729	81 996	<i>82 931</i>
INCREASE (%)		1.34	1.09	4.33	1.16	0.70	1.57	<i>1.14</i>

**AVERAGE ADVANCEMENT WITHIN GRADE (current salary scale)**

	Pensionable Salary	Base Salary
P4/04 to P4/05	2.31%	2.04%
G6/06 to G6/07	2.98%	2.83%

**HEALTH INSURANCE**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Premiums (%)	3.51	3.75	3.89	3.89	3.89	<i>4.04</i>
INCREASE (%)		6.84	3.73	-	-	<i>3.73</i>

Estimates are in *italics*

Annex II

**ILLUSTRATION OF 2006 MEMBER STATES' INDIVIDUAL CONTRIBUTIONS  
TO THE ADMINISTRATIVE PART OF THE BUDGET BASED ON DIFFERENT BUDGET LEVELS (ZNG and ZRG)**

	2005 IOM assessment	Current 2005 Member States' contributions	2006 IOM assessment	2006 Member States' contributions (based on ZNG and ZRG)			
				Zero Nominal Growth (ZNG)	Difference between 2006 and 2005 contributions	Zero Real Growth (ZRG)	Difference between 2006 and 2005 contributions
				%	CHF	%	CHF
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (2)	(6)	(7) = (6) - (2)
<b>MEMBER STATES</b>							
Afghanistan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Albania	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Algeria	0.085	31 483	0.083	30 422	(1 061)	31 241	(242)
Angola	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Argentina	1.070	396 309	1.045	383 018	(13 291)	393 336	(2 973)
Armenia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Australia	1.781	659 651	1.740	637 752	(21 899)	654 933	(4 718)
Austria	0.961	355 938	0.939	344 166	(11 772)	353 438	(2 500)
Azerbaijan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Bahamas	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Bangladesh	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Belgium	1.196	442 978	1.168	428 100	(14 878)	439 633	(3 345)
Belize	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Benin	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Bolivia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Bosnia and Herzegovina*	0.035	7 316	0.035	12 828	5 512	13 174	5 858
Brazil	1.702	630 391	1.665	610 263	(20 128)	626 703	(3 688)
Bulgaria	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Burkina Faso	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Cambodia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Canada	3.148	1 165 964	3.075	1 127 062	(38 902)	1 157 425	(8 539)
Cape Verde	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Chile	0.250	92 596	0.244	89 432	(3 164)	91 841	(755)
Colombia	0.173	64 076	0.169	61 943	(2 133)	63 611	(465)
Congo	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Costa Rica	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Côte d'Ivoire	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Croatia	0.041	15 186	0.040	14 661	(525)	15 056	(130)
Cyprus	0.044	16 297	0.043	15 761	(536)	16 185	(112)
Czech Republic	0.205	75 928	0.200	73 305	(2 623)	75 280	(648)
Democratic Republic of the Congo	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Denmark	0.803	297 417	0.785	287 721	(9 696)	295 473	(1 944)
Dominican Republic	0.039	14 445	0.038	13 928	(517)	14 303	(142)
Ecuador	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Egypt	0.134	49 631	0.131	48 015	(1 616)	49 308	(323)
El Salvador	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Estonia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Finland	0.596	220 748	0.583	213 684	(7 064)	219 440	(1 308)
France	6.748	2 499 344	6.591	2 415 763	(83 581)	2 480 842	(18 502)
Gabon*	0.035	7 316	0.035	12 828	5 512	13 174	5 858
Gambia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Georgia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Germany	9.693	3 590 121	9.468	3 470 254	(119 867)	3 563 741	(26 380)
Greece	0.593	219 637	0.579	212 217	(7 420)	217 935	(1 702)
Guatemala	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Guinea	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Guinea-Bissau	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Haiti	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Honduras	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Hungary	0.141	52 224	0.138	50 580	(1 644)	51 943	(281)
Iran (Islamic Republic of)	0.176	65 187	0.172	63 042	(2 145)	64 741	(446)
Ireland	0.392	145 190	0.383	140 379	(4 811)	144 161	(1 029)
Israel	0.523	193 710	0.510	186 927	(6 783)	191 963	(1 747)
Italy	5.466	2 024 513	5.339	1 956 872	(67 641)	2 009 591	(14 922)
Jamaica*	0.035	7 316	0.035	12 828	5 512	13 174	5 858
Japan	19.468	7 210 613	19.468	7 135 497	(75 116)	7 327 725	117 112
Jordan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Kazakhstan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Kenya	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Kyrgyzstan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Latvia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Liberia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Libyan Arab Jamahiriya	0.148	54 817	0.144	52 779	(2 038)	54 201	(616)
Lithuania	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Luxembourg	0.086	31 853	0.084	30 788	(1 065)	31 617	(236)

Annex II (continuation)

**ILLUSTRATION OF 2006 MEMBER STATES' INDIVIDUAL CONTRIBUTIONS  
TO THE ADMINISTRATIVE PART OF THE BUDGET BASED ON DIFFERENT BUDGET LEVELS (ZNG and ZRG)**

	2005 IOM assessment	Current 2005 Member States' contributions	2006 IOM assessment	2006 Member States' contributions (based on ZNG and ZRG)			
				Zero Nominal Growth (ZNG)	Difference between 2006 and 2005 contributions	Zero Real Growth (ZRG)	Difference between 2006 and 2005 contributions
				%	CHF	%	CHF
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (2)	(6)	(7) = (6) - (2)
<b>MEMBER STATES</b>							
Madagascar	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Mali	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Malta	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Mauritania	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Mexico	2.107	780 396	2.058	754 307	(26 089)	774 628	(5 768)
Morocco	0.053	19 630	0.051	18 693	(937)	19 196	(434)
Netherlands	1.891	700 393	1.847	676 970	(23 423)	695 208	(5 185)
New Zealand	0.247	91 484	0.242	88 699	(2 785)	91 088	(396)
Nicaragua	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Niger	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Nigeria	0.047	17 408	0.046	16 860	(548)	17 314	(94)
Norway	0.760	281 491	0.742	271 961	(9 530)	279 288	(2 203)
Pakistan	0.062	22 964	0.060	21 991	(973)	22 584	(380)
Panama	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Paraguay	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Peru	0.103	38 149	0.101	37 019	(1 130)	38 016	(133)
Philippines	0.106	39 261	0.104	38 119	(1 142)	39 145	(116)
Poland	0.516	191 117	0.504	184 728	(6 389)	189 705	(1 412)
Portugal	0.526	194 821	0.514	188 393	(6 428)	193 469	(1 352)
Republic of Korea	1.796	665 207	1.796	658 277	(6 930)	676 012	10 805
Republic of Moldova	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Romania	0.067	24 816	0.066	24 191	(625)	24 842	26
Rwanda	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Senegal	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Serbia and Montenegro	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Sierra Leone	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Slovakia	0.057	21 112	0.056	20 525	(587)	21 078	(34)
Slovenia	0.092	34 075	0.090	32 987	(1 088)	33 876	(199)
South Africa	0.327	121 115	0.319	116 921	(4 194)	120 071	(1 044)
Sri Lanka	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Sudan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Sweden	1.117	413 717	1.091	399 878	(13 839)	410 651	(3 066)
Switzerland	1.339	495 942	1.308	479 414	(16 528)	492 329	(3 613)
Tajikistan	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Thailand	0.234	86 670	0.228	83 568	(3 102)	85 819	(851)
Tunisia	0.036	13 334	0.035	12 828	(506)	13 174	(160)
Turkey	0.416	154 079	0.407	149 175	(4 904)	153 194	(885)
Uganda	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Ukraine	0.044	16 297	0.043	15 761	(536)	16 185	(112)
United Kingdom	6.856	2 539 345	6.697	2 454 614	(84 731)	2 520 740	(18 605)
United Republic of Tanzania	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
United States of America	25.740	9 533 654	25.740	9 434 339	(99 315)	9 688 496	154 842
Uruguay	0.054	20 001	0.052	19 059	(942)	19 573	(428)
Venezuela	0.191	70 743	0.187	68 540	(2 203)	70 387	(356)
Yemen	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Zambia	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
Zimbabwe	0.035	12 963	0.035	12 828	(135)	13 174	211
<b>Total</b>	<b>102.511</b>	<b>37 951 344</b>	<b>101.273</b>	<b>37 119 000</b>	<b>(832 344)</b>	<b>38 119 000</b>	<b>167 656</b>
<b>Approved 2005 Budget</b>		<b>37 119 000</b>					
<b>New Member States' Contributions</b>		<b>832 344</b>					

\*The contributions for 2005 of these Member States are prorated from the date of entry into the Organization in June 2005